

SECTEUR AGRICOLE À TIZI-OUZOU

Des regroupements
pour «désenvelopper» la loi 10/03

Pour expliquer aux éleveurs et autres agriculteurs la loi 10/03, les circulaires 108, 542 et 522 et la note 942, la Chambre d'agriculture et la Direction des services agricoles, en collaboration avec l'Office national des terres agricoles (ONTA), la BADR (Banque de l'agriculture et du développement rural) et la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA), ont organisé, à travers le territoire de la wilaya, pas moins de quatre assemblées.

Les localités de Draâ-El-Mizan, Azazga, Tizirt et Tizi-Ouzou ont reçu, tour à tour, les responsables des secteurs concernés, et ce, du 21 décembre 2011 au 26 du même mois.

La principale disposition de la loi 10/03 datant du 15 août 2010 fixant les conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat concerne, «la préservation des terres agricoles concernées en tant que propriété pérenne de l'Etat, leur exploitation devant se faire sous le régime exclusif de la concession d'une durée de 40 ans renouvelable, moyennant redevance versée au Trésor public».

Le représentant de l'ONTA, a explicité ladite loi tout au long des regroupements, mais aussi les différentes circulaires, notamment la 108, qui concerne ceux qui ont des terrains non exploités», les exhortant à formuler une demande auprès de l'Office et/ou aux subdivisions agricoles relevant de leurs régions respectives. Pour ce faire, un justificatif de la propriété est exigé. Aussi, et même si les prêts sont sans intérêt durant les trois premières années et

de 1% pendant trois à cinq ans, le bénéficiaire devra, toutefois, se soumettre à un cahier de charges.

Au profit des éleveurs et agriculteurs qui n'arrivent pas à bénéficier d'un prêt à titre individuel puisque, jusque-là, les terrains exploités sont au nom d'une EAC, «la wilaya est en train de recenser, les terrains et une circulaire est venue pour y remédier».

En outre, et au sens de la présente loi, il est entendu par «exploitation agricole d'un seul tenant», toute exploitation agricole dont les différentes parcelles sont contiguës et ne sont pas séparées les unes des autres par d'autres parcelles, appartenant à d'autres exploitations agricoles.

La loi 10/03 précise également que nul ne peut, à quel titre que ce soit, acquérir des droits de concession sur des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, s'il est établi qu'il a eu un comportement indigne durant la guerre de Libération nationale». C'est, d'ailleurs, sur ce passage de la nouvelle loi que s'est penché un responsable d'une subdivision agricole lors de l'une de ces



Photos : DR

rencontres avec les éleveurs et agriculteurs. Répondant à un intervenant qui prétendait que l'Etat aurait attribué les terres de ses aïeux à une tierce personne, le cadre de l'agriculture lui a conseillé d'aller au ministère des Moudjahine et de demander une attestation de participation à la Révolution de son ascendant.

Pour la BADR, qui a expliqué le mode de financement et son rôle qui consiste en l'assistance, «la totalité du crédit est pris en change par la BADR. Seulement, il faut justifier la possession du terrain». Et au président de la Chambre de l'agriculture d'expliquer, à son tour, que la justifi-

cation d'un terrain, ne veut pas dire hypothèque. C'est juste une assurance.

Le crédit se fait par tranches, mais si l'agriculteur ou l'éleveur n'honore pas son crédit de campagne qui est de 12 mois, il ne pourra pas bénéficier d'une autre créance.

Pour ce qui est de la création d'une nouvelle exploitation ou d'une extension, l'intéressé, et dans le cadre dit fédératif, peut bénéficier d'un crédit de 1 000 000 DA. Aussi, si auparavant, c'est l'éleveur ou l'agriculteur qui demandait un prêt bancaire, avec ce nouveau dispositif, une laiterie, par exemple, peut solliciter la

banque et demander des prêts en fonction des besoins de chaque éleveur avec qui elle travaille.

De son côté, le délégué de la CRMA a donné, dans toutes les localités où il est passé, un aperçu sur les assurances. A titre d'exemple, dans le cas d'un bétail atteint de tuberculose, un éleveur qui aurait souscrit un contrat d'assurance verra sa Caisse l'indemniser aux alentours de 60% de la valeur de son cheptel perdu.

Au cours de ces rencontres, nous avons appris que la BADR pour accorder un prêt pour l'achat d'un tracteur par exemple, exige une parcelle d'au moins 15 ha. La superficie exigée avant, et selon les représentants de ladite banque, était de 25 ha. On apprend, par ailleurs, que sur les 26 retenues collinaires proposées à la réhabilitation, la Direction de l'hydraulique en aurait refusé huit. Rien que pour Makouda, les quatre retenues collinaires proposées ont été toutes refusées. La raison invoquée par la Direction de l'hydraulique est le barrage de Oued Stita, toujours en projet, qui irriguerait, une fois construit, les plaines de Makouda et Sebaou.

Enfin, au terme de ces assemblées avec les agriculteurs et les éleveurs, lesquelles ont touché l'ensemble des 67 communes que compte la wilaya de Tizi-Ouzou, une rencontre avec les propriétaires de laiteries, abattoirs et huileries est prévue pour aujourd'hui à l'Itmas de Boukhalfa.

K. B.

CHERCHELL

Un port de pêche aux ambitions légitimes

Au lendemain de l'indépendance, Cherchell disposait dès 1968 d'une flottille de 40 unités composée de 7 chalutiers, 9 lamparos, 4 ring nets et 20 petits métiers, lui permettant de pêcher une moyenne annuelle de 1 400 tonnes, se plaçant en troisième position, derrière Alger, Bou Haroun et Zemmouri, mais devant Béjaïa, Ténès et Dellys, dont la production moyenne, en cette période, avoisinait 600 tonnes/an.

L'autre caractéristique du port de Cherchell, durant les décennies 1960 et 1970, fut marquée aussi par sa performance dans la pêche du poisson bleu (250 tonnes/an) et crustacés (100 tonnes/an). Il se plaçait alors en deuxième position des 7 ports de pêche du Centre algérien.

Ainsi, ce port orienté vers le nord-est se destine uniquement à la pêche. Il se situe à proximité d'une falaise haute de plusieurs dizaines de mètres, le séparant du centre historique de la ville.

Jusqu'en 2005, ce port ne disposait que d'un seul bassin ayant une capacité théorique de 64 unités de pêche (21 chalutiers, 9 senneurs et 34 petits métiers). Il se trouvait alors encombré par un parc halieutique qui dépasse de très loin sa capacité d'accueil. Plus de 100 unités de pêche y stationnent, dont 18 chalutiers, 14 senneurs et 68 petits métiers. L'encombrement au sein de ce petit bassin fut affligeant. Se côtoyaient alors des sardiniers de faible envergure avec des supers chalutiers de plus de 30 mètres. Des géants, dont le seul accès au port effraie. Rappelons par ailleurs qu'avant l'opération



de protection du rivage, qui avait démarré en 1991 et forte d'une enveloppe initiale de 50 milliards de centimes, l'accès à ce port se faisait par une passe de 250 mètres de longueur, puis par une passe intérieure de 24 mètres de largeur.

Le récent aménagement et l'extension de ce port viennent d'offrir plusieurs centaines de postes de travail au sein de 43 chalutiers, 31 sardiniers, 96 petits métiers. La capacité moyenne de pêche annuelle est ainsi portée à 2 000 tonnes de poisson, dont près de 70% en poisson bleu, 20% en poisson blanc et le reste réparti entre les crustacés, les squales et les espadons. Ce faisant, il dispo-

se d'un quai utilisable de 615 mètres de long avec 14 000 mètres carrés de terre-plein et de 6 500 mètres carrés réservés au port de pêche avec une cale de halage de 20 mètres de largeur, dont l'équipement est mis à la disposition des embarcations de pêche et de plaisance. Rappelons que les travaux de protection de ce port, confiés à une entreprise spécialisée dans les travaux maritimes, ont permis de procéder à la réfection de l'actuelle jetée principale en portant son envergure à 412 mètres et la création d'une jetée secondaire de 60 mètres ayant permis l'extension du plan d'eau initial de 2 hectares disposant d'un terre-plein de 2 300 mètres

vers un nouveau plan d'eau de 6 hectares.

Cette entreprise, qui a déjà procédé à la mise en place de plus de 110 000 tonnes de rochers coulés dans 16 500 mètres cubes de béton, a aménagé, grâce à deux autres enveloppes budgétaires totalisant plus de cent milliards de centimes, plusieurs quais en plus des quatre existants de 520 mètres linéaires, pour être portés à plus de 1 120 mètres.

Le revers de la médaille de ces gigantesques travaux est attristant pour les Chercellois car le site féérique et panoramique de Cherchell d'antan a disparu à tout jamais. On ne verra ni les plages «Scafon» ni «la plage aux restaurants sur pilotis».

Cette nouvelle opération d'extension du port, a porté l'actuelle cale de halage de 20 mètres à plus de 420 mètres carrés, et a vu la construction d'une digue de protection en pieux de 170 mètres carrés avec le dragage de l'actuel bassin ainsi que le déroctage du nouveau bassin sur une surface de 20 000 mètres carrés.

Ces travaux herculéens viennent d'être accompagnés récemment d'un projet appelé «parachèvement de la protection et de l'aménagement du port» doté d'une enveloppe financière de 180 milliards de centimes, dont les travaux d'étude devraient démarrer incessamment. Dans cette attente, ces travaux et la réception définitive doivent avoir lieu en septembre 2013.

Ce projet portera la capacité d'accueil actuelle du bassin lui permettant d'accueillir dans le futur 1 328 unités, dont 380 chalutiers, 344 sardiniers et 604 petits métiers auxquels s'ajouteront six unités semi-industrielles. La production halieutique sera portée à... 13 000 tonnes de poisson/an.

Larbi Houari